

NÉCESSITÉ D'UNE DERNIÈRE DÉBÂCLE POLITIQUE EN FRANCE

par Victor CONSIDERANT

1836

QUESTION POLITIQUE ET EN PARTICULIER DES ABUS DE LA POLITIQUE ACTUELLE.

CHAPITRE PREMIER: *SUR LES ERREURS PRATIQUES DE LA POLITIQUE.*

Première partie: *De ce que l'on doit entendre par la Politique, et de l'indifférence que l'on commence à avoir pour elle.*

Je vais marcher sur des charbons ardents, - non pas pour me conformer à mon épigraphe, - mais parce que je veux parler sur les choses Politiques, et que je veux le faire franchement, nettement, sans déguiser ma pensée. Si les pensées sont vraies, si les idées sont justes, si les raisonnements sont concluants, c'est là ce qu'il faudra savoir et dont on doit s'enquérir. Qu'importe le reste? si l'on trouve ici des vérités utiles, faudra-t-il repousser ces vérités parce qu'elles ne sont pas d'accord avec telle ou telle manière de voir?

Tout homme, en venant au monde, apporte au fond de son cœur le sentiment inné de la justice et l'amour de la vérité. Ces sentiments ne s'oblitérent pas dans le cœur; seulement, de nos jours, ils restent habituellement au fond; ils ne se montrent au dehors que par moments, quand la volonté les évoque. On comprend ce qui est juste et vrai, quand on le désire. Nous serions heureux que le lecteur voulût bien se mettre dans cette disposition pour trois heures, - le temps de lire cet écrit. Il s'agit d'opinions, de théories, d'idées, à juger c'est donc l'esprit calme du juge, non l'esprit passionné de l'homme de Parti, qu'il conviendrait d'apporter ici.

Après ce court préambule, que l'on me pardonnerait certainement si je disais la raison pour laquelle je t'ai fait, - nous pouvons aborder notre sujet. Entrons donc dans les buissons d'épines.

La Politique, entendue avec tout le monde, dans le sens actuel et pratique du mot, désigne ici pour nous l'ensemble des théories ou opinions belligérantes, relatives aux principes constitutifs du gouvernement, ou aux différents systèmes administratifs qui se disputent les portefeuilles, pour le plus grand bien de la nation, sans doute, - puisque les assaillants de ces portefeuilles et ceux qui les défendent, ne s'entendant sur aucun autre point, s'entendent toujours sur celui-là.

C'est un fait avéré, certain, que, aujourd'hui et comparativement à des époques qui ne sont pas encore bien éloignées de nous, la Politique a perdu beaucoup de son importance et de son autorité; une grande quantité de ceux qu'elle comptait, il y a peu d'années, parmi ses dévots ardents, ne sacrifient plus maintenant à ses autels qu'avec tiédeur et seulement par habitude: d'un autre côté, des Idées d'un ordre différent sont en germe dans la plupart des bons esprits qui sont tournés vers l'avenir et à qui l'avenir appartient.

Ceci est un fait: la Presse politique le signale elle-même chaque jour, elle s'en plaint amèrement; elle appelle cela une coupable indifférence pour les intérêts du pays; elle trouve que c'est un grand malheur, et nous comprenons fort bien qu'elle juge la chose ainsi.

Deuxième partie: De la question, de savoir si l'indifférence croissante en matières politiques est un mal, ou un bien, et ce que c'est qu'un Parti.

Cependant, - pour ceux qui n'ont pas un commerce de denrée politique à soutenir; qui n'ont à vendre au poids, à l'aune ou à la page, aucune des matières de consommation journalière à l'usage de la *République*, de l'*Opposition*, de la *Légitimité* ou de la *Quasi-légitimité*; pour ceux-là, disons-nous, il n'en saurait être de même; il est fort possible, en effet, que ces derniers se soient aperçus qu'il n'y a pas grand-chose de bon à tirer pour la *Nation*, pour la *Liberté*, pour l'*Ordre*, pour le bien-être de tous, des querelles que se font ces quatre opinions, leurs journaux et leurs innombrables nuances, à propos des intérêts de l'*Ordre*, de la *Liberté* et de la *Nation*; car ils débitent sur tout cela force belles paroles qui ne sont malheureusement pas accompagnées de résultats, à moins que ce ne soient des résultats fort déplorables et fort subversifs.

Ainsi, en admettant comme nous qu'il serait très malheureux et très triste que l'amour du bien public se retirât des cœurs et son zèle des esprits, il se pourrait faire néanmoins qu'on vît avec joie la désertion qui se manifeste dans le domaine de la *Politique*, et le discrédit où tombent les controverses constitutionnelles et administratives, si l'on comprenait que ces controverses, loin d'être favorables au bien public, à l'*Ordre*, à la *Liberté* et au *Progrès*, retardent au contraire et compromettent toutes ces bonnes choses.

Si bien qu'en faisant appel au bon sens purement et simplement, comme nous croyons le faire ici, il ne s'agit plus pour juger la question en litige avec ceux qui commercent en denrée politique, que de savoir si le bien public exige que l'on augmente, active et soutienne la consommation et la circulation de cette denrée, ou s'il est intéressé, au contraire, à ce qu'on laisse tomber paisiblement cette branche d'affaires dans le discrédit qui se manifeste naturellement sur elle en ce temps-ci.

La question est bien simplifiée quand elle est posée dans ces termes nouveaux, et nous désirerions qu'elle fût présentée ainsi dans quelques uns des articles que la *Presse* émet surabondamment sur ce sujet. Mais ce n'est pas comme cela qu'elle entend les choses.

Chaque *Parti* politique, chaque opinion politique a la prétention, d'abord, d'avoir en main la *Justice*, l'*Ordre*, la *Liberté* et en définitive le bonheur de la France; peut-être même irait-on jusqu'à celui de l'Europe, mais ça n'est pas aussi sûr. Au reste quand nous employons le mot *Parti* et opinion politique entendons bien que nous ne voulons pas caractériser un être réel existant; un parti, c'est une pure entité, un être de raison, quelque chose de vague et d'insaisissable, composé de beaucoup de gens qui ont plusieurs mois communs et servant de point ralliement dans les batailles de la *Presse*, et de la conversation, pendant ou après dîner. Mais qu'il y ait dans les partis des idées communes, qu'il y ait quelque unité de pensée, qu'il y ait même des idées arrêtées, des doctrines précisées et positives, c'est ce que personne n'a jamais vu encore; de telle sorte que quand nous disons le parti A, B, C, D,... nous voulons dire l'ensemble des personnes qui ont étiqueté sous le nom du parti A, B, C, D, etc... leur opinion personnelle.

Or, on ne peut pas se figurer combien sont divergentes et peu d'accord entre elles les idées de toutes les personnes qui ont mis à leur opinion individuelle l'étiquette commune. Ces opinions sont si peu liées, elles forment si peu corps de doctrine qu'il n'y a même pas, parmi les deux ou trois cent mille français qui jouissent d'une opinion politique, un sot acceptant passivement l'opinion de son journal (il en est bien quelques uns de cette sorte dans le nombre), qui, nonobstant, n'ait la prétention décidée d'avoir son opinion à soi. «*Monsieur, j'ai mon opinion à moi, je vous prie de le croire*». Si vous contestiez cela à votre interlocuteur, il se regarderait comme insulté; et cette formule si tranchée renferme bien l'idée que l'opinion à soi est une opinion faite par soi, qui a origine en soi, et qui diffère positivement de celle des autres...

Troisième partie: Comment il y a trois cent mille moyens de rendre la France heureuse; et, subsidiairement, du caractère de la Science politique..

Dès lors, vous voyez qu'il n'y a pas quatre moyens de rendre la France heureuse, comme on aurait pu

l'entendre tout à l'heure quand nous parlions de quatre Partis, mais deux ou trois cent mille au moins; c'est beaucoup; nous pourrions dire que c'est trop: et, sans doute, un seul qui serait bon vaudrait mieux.

Parlant raison, il est certain que pour tout homme de sens, l'existence simultanée dans un pays de deux ou trois cent mille opinions politiques différentes, prouve que la science politique n'est pas constituée dans ce pays. N'y eût-il que six, que quatre opinions belligérantes si vous voulez, leur lutte, leur combat, prouverait encore la même chose, car, enfin, il n'y a pas six ou quatre opinions chimiques, six ou quatre opinions astronomiques, géométriques, algébriques, etc..., dans toutes les parties de ces différentes branches où la science est faite. Mais, dira-t-on, dans de pareils ordres de choses, il était bien plus facile de constituer la science que dans l'ordre politique. Nous répondons que quand cela serait, ce n'est point ce dont il est question ici. Nous ne disons pas qu'il est plus ou moins difficile de constituer la science politique que telle ou telle autre science, nous établissons seulement d'une manière péremptoire et indéniable qu'elle n'est pas constituée.

Ici pourtant, beaucoup de ceux qui ont leurs raisons pour cela, voulant à toute force éviter d'être face à face avec la question, cherchent encore à échapper par l'argumentation suivante; ils disent: *«qu'il n'en est pas de la science politique comme d'une science naturelle ou mathématique, où chacun accepte la vérité parce qu'elle ne blesse les intérêts de personne; qu'en politique les hommes n'acceptent pas la vérité quand elle est contraire à leurs intérêts, etc...»*. Cet argument est très répandu, car il est à l'usage de chaque Parti, de chaque opinion individuelle; même on peut dire qu'il est d'un usage facile et commode: vous savez bien qu'en Politique on passe les neuf dixièmes du temps des discussions à dire aux Partis adverses, que tout irait bien s'ils n'étaient pas là, à la traverse, avec leurs vils intérêts, leur corruption, leurs mauvaises passions, etc..., etc...; enfin, ce que vous avez lu cinq cents fois. Eh bien! ces beaux mouvements d'éloquence politique qui composent à peu près toute l'affaire, et qui sont commodes pour la composition d'un journal ou d'un discours parce que c'est toujours la même chose, ne sont rien que des traductions plus ou moins oratoires, et plus ou moins poétiques, de cet argument que nous disions tout à l'heure. Il est donc très répandu et fort employé, cela est vrai; - mais c'est un malheur, car il est bien mauvais.

En effet: prenons l'astronomie. Les mouvements des corps célestes sont l'affaire de l'astronomie. Avant qu'on eût trouvé la raison de ces mouvements, on avait sur eux mille systèmes faux, qui contredisaient plus ou moins les faits, rendaient compte des uns et non des autres; c'était le temps de l'astrologie. La science astronomique n'était pas constituée; il y avait alors anarchie dans les opinions qui différaient beaucoup et disputaient entre elles. Cette anarchie ne cessa que lorsque l'on eut trouvé la formule conforme à la vérité; et l'on reconnut qu'elle y était conforme, parce que, comprenant tous les faits astronomiques, elle satisfait à tous également. Ce fut ce jour-là seulement que la science astronomique fut constituée.

Ainsi une science est constituée quand on a découvert la formule qui comprend et lie tous les faits qui la concernent et satisfait également à tous à la fois. C'est là le caractère scientifique; quiconque a les moindres notions sur ce sujet le sait parfaitement; le simple bon sens suffit d'ailleurs pour le comprendre.

Or, si la Politique, comme elle le prétend elle-même, a pour objet les faits sociaux, les intérêts généraux et particuliers, il résulte incontestablement de ce que nous avons dit, que la science politique ne peut être constituée que par la découverte d'une formule qui contienne une loi de combinaison de ces intérêts, comprenant tous ces intérêts et les satisfaisant tous également.

Ce qui fait que, quand on soutient une théorie, en disant que, si elle est repoussée, c'est par les intérêts qui lui sont opposés et qu'elle froisse, cela revient exactement à dire que cette théorie est fautive, puisqu'elle laisse certains intérêts hors d'elle, les repousse et les sacrifie, pendant que le caractère de la formule politique véritable est de les satisfaire tous!

Et si l'on répond à ceci, toujours pour échapper à la logique, au bon sens et à la question, qu'il est impossible de satisfaire tous les intérêts, cela ne veut pas dire autre chose sinon que celui ou ceux qui parlent ainsi ne voient pas, ne connaissent pas le moyen capable de combiner tous les intérêts, de les satisfaire tous, et de plus, qu'ils se reconnaissent incapables de le découvrir, et par conséquent incompetents dans la question politique telle qu'elle doit être raisonnablement et humainement posée. Dès lors (à moins qu'on ne veuille se convertir à la raison, et par suite se mettre à chercher la formule dont nous parlons, ou écouter avec bonne foi ceux qui l'ont cherchée et qui prétendent l'avoir trouvée), on doit donner sa démission sur cet objet et se taire. Cela vaudrait mieux que de continuer à embrouiller et envenimer les choses par de sottises querelles, comme on le fait si bravement aujourd'hui.

Quatrième partie: *Qu'il est difficile de trouver ce que l'on ne cherche pas; et comment il se fait que l'on est tantôt pour le séné, tantôt pour la rhubarbe.*

Toujours est-il que si l'on convenait franchement que la science politique n'est pas constituée, que nos discussions de Parti et de Presse, ayant mal pris la question, et ne s'occupant qu'à se battre en brèche les unes les autres, ne sont pas en bonne voie pour arriver à solution, ce serait déjà un bon pas de fait; car, au lieu de continuer ces luttes ridicules, aveugles et malfaisantes, dans lesquelles on gaspille si misérablement de bonnes et belles facultés, on se mettrait à l'ouvrage pour constituer la science; on examinerait les bases de la question, qui sont les intérêts divers et aujourd'hui opposés; on étudierait leurs différentes exigences; on chercherait les moyens de les accorder entre eux. Vous comprenez de reste, sans doute, que cette disposition d'esprit est la seule qui puisse nous conduire à la découverte de ces moyens; car, enfin, tant que cette excellente partie de notre nature, qui nous fait un besoin de nous occuper des affaires publiques, ne servira qu'à exciter notre intelligence pour activer la querelle qu'ont entre eux les intérêts opposés, notre intelligence, tout occupée au combat des intérêts, ne sera pas en position de trouver les moyens de les accorder. Ce serait bien étrange qu'en s'occupant exclusivement à se faire la guerre les uns les autres on trouvât les conditions d'un bon traité de paix, favorable aux uns et aux autres! Il faudrait pour cela un miracle, et nous ne sommes plus au temps des miracles.

Ceci montre, au reste, l'origine de cette opinion irréfléchie, absurde, et par malheur si fort enracinée dans les esprits, que les intérêts qui disputent aujourd'hui ne sont pas susceptibles d'être amenés à l'accord par une meilleure combinaison des choses: il est simple que l'on ne croie pas à la possibilité de cet accord, quand on n'en a jamais cherché les conditions, quand au contraire on n'a travaillé qu'à perpétuer leur hostilité en consacrant tout le temps et toute l'intelligence à rendre cette hostilité plus vive et plus acharnée.

Voyez donc combien tous ces gens-là se trompent. Pour faire beau jeu à la Politique, supposons que les deux ou trois cent mille opinions se réduisent à deux seulement: d'un côté ceux qui ont mis le mot de Liberté sur leur drapeau, de l'autre ceux qui ont pris l'Ordre pour devise. Remarquons, d'abord, que ces opinions ne sont pas autre chose que l'expression de l'intérêt du Parti qui les met en avant, car vous voyez bien que dans nos agitations politiques ce sont toujours ceux qui ont l'avantage du moment qui sont pour l'Ordre; et ceux qui ont le désavantage, pour la Liberté. Quand la Légimité était au pouvoir, elle demandait l'Ordre; aujourd'hui qu'elle n'y est plus, elle combat avec la République qui n'y est pas non plus, au nom de la Liberté; quand le parti libéral qui est au pouvoir aujourd'hui, et qui demande si fort l'Ordre, avait le dessous, son mot d'attaque était la Liberté, - on se le rappelle bien, puisqu'il n'y a pas plus de cinq ans de cela; - enfin, si la République qui a pris spécialement maintenant la Liberté sous sa protection, s'emparait demain du gouvernement, demain vous la verriez en œuvre de l'Ordre et occupée à faire un gouvernement suffisamment fort et respectable; on se souvient qu'elle n'y allait pas autrefois de main-morte. Notez, d'ailleurs, que nous ne nous occupons pas ici de savoir si elle serait forcée d'employer les moyens qu'elle employait alors, ou si elle en pourrait employer d'autres, - comme elle le désire sans doute: ce n'est pas la question: nous constatons seulement qu'elle se mettrait tout de suite à vouloir l'Ordre, et qu'elle ne serait pas assez sotte pour ne pas modérer quelque peu la Liberté des Partis qui voudraient la renverser.

C'est ainsi que les affaires varient.
